

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

26 mai 2018

LOGEMENT AMÉNAGEMENT ET NUMÉRIQUE - (N° 971)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 2573

présenté par

M. Labaronne, M. Giraud, M. Zulesi, M. Jolivet, M. Guerini, M. Chalumeau, Mme Colboc,  
M. Besson-Moreau, Mme Sylla, M. Lauzzana, Mme Bureau-Bonnard, M. Morenas et Mme Hai

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 4, insérer l'article suivant:**

Le code de l'environnement est ainsi modifié :

1° Le 2° de l'article L. 181-9 est complété par les mots :

« lorsque le projet est soumis à évaluation environnementale de façon systématique ou une phase de participation par voie électronique dans les autres cas » ;

2° Après l'article L. 181-10, il est inséré un article L. 181-10-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 180-10-1 – I. –* La procédure de participation par voie électronique est réalisée conformément aux dispositions de l'article L. 123-19 du présent code, sous réserve des dispositions suivantes :

« 1° Lorsque le projet est soumis à l'organisation de plusieurs participations par voie électronique, il est procédé à une participation par voie électronique unique, sauf dérogation demandée par le pétitionnaire et accordée lorsqu'elle est de nature à favoriser la bonne réalisation du projet par l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale ;

« 2° Cette procédure de participation unique est ouverte et organisée par cette autorité administrative ;

« 3° Lorsque le projet est soumis à l'organisation d'une enquête publique, celle-ci peut porter également sur l'autorisation environnementale.

« II. - L'autorité administrative compétente saisit pour avis les collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet. Lorsque le projet est soumis à évaluation environnementale, en

application du II de l'article L. 122-1, cette saisine se substitue à la transmission imposée par le V du même article. »

### **EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement vise à simplifier la procédure d'autorisation environnementale en remplaçant l'enquête publique par une procédure de participation par voie électronique pour les projets qui ne sont pas soumis à évaluation environnementale de façon systématique, c'est-à-dire les projets non soumis à évaluation environnementale ou bien soumis à évaluation environnementale après examen au cas par cas ; comme c'est d'ailleurs le cas pour les demandes de permis de construire et de permis d'aménager ( cf. article L. 123-2 du code de l'environnement).

Ainsi, la difficulté des délais de traitement pour les projets d'aménagement, auxquels font face quotidiennement les professionnels du secteur, serait améliorée par cet amendement.